

Le budget—M. La Salle

● (1710)

[Traduction]

M. Skelly: Je voudrais faire une observation sur le discours du député qui a parlé avant moi. Je sais que son parti hésite à prendre position sur n'importe quel sujet qui touche les Canadiens. En ce qui concerne les petites entreprises, le budget disait que l'on va présenter une mesure législative sur la concurrence. Pourquoi le parti conservateur s'oppose-t-il à un projet de loi qui protégerait les petites entreprises contre les activités prédatrices des grandes entreprises? Je me contenterai de donner un exemple qu'il pourra développer. Les multinationales pétrolières, les conglomerats étrangers avec lesquels le parti conservateur entretient de bonnes relations, ont prévu et lancé une attaque assez grave contre les petites sociétés pétrolières indépendantes canadiennes qui leur font concurrence, qui offrent un choix aux Canadiens et qui permettent de maintenir les prix à un niveau raisonnable . . .

M. Malone: Qui ont le cran de se plaindre.

M. Skelly: Pourtant, ce parti s'est officiellement opposé à toute mesure législative visant à protéger les petites entreprises. Le député pourrait-il expliquer pourquoi ce parti est contre un projet de loi sur la concurrence favorisant les petites entreprises?

Le président suppléant (M. Guilbault): Le député de Joliette (M. La Salle) a la parole. A l'ordre. Pourrions-nous entendre la réponse du député?

M. Skelly: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'ai entendu quelqu'un parler d'imbécillité. La présidence accepterait-elle que l'on traite les conservateurs d'imbécilles parce qu'ils n'ont pas pris position en faveur des petites entreprises?

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre. Le député sait, j'en suis sûr, qu'il faut éviter d'employer des termes de ce genre à la Chambre.

[Français]

M. La Salle: Monsieur le Président, je pense que l'honorable député qui me pose la question est tout à fait dans l'erreur lorsqu'il laisse supposer que nous ne sommes pas disposés à aider la petite et la moyenne entreprises. Nous voulons donner à la petite et à la moyenne entreprises les mêmes avantages qu'à l'ensemble des entreprises canadiennes; et nous pensons, lorsque je dis que la petite et la moyenne entreprises apprécieront les modifications des formulaires à remplir pour l'impôt sur le revenu, que c'est une chose, mais que c'est insuffisant. Il y a des mesures fiscales sur lesquelles nous nous étions déjà entendus pour favoriser la petite et la moyenne entreprises, mais là où nous pouvons les aider, c'est dans la perspective d'une recherche plus poussée pour trouver des marchés, pour aider à analyser également où sont ces marchés à l'extérieur et fournir des services par rapport à une augmentation de productivité. On pourra se contenter longtemps de certaines études faites par des consultants, des études théoriques, des études artificielles. Je pense que le temps est venu de fournir à ces petites et moyennes entreprises des études poussées pour augmenter leur productivité, pour les rendre plus concurrentielles et pour qu'elles cessent d'être aux mains du gouvernement pour leur survie, par des subventions.

En deux mots, ce que l'on voudrait donner à ces petites et moyennes entreprises, c'est leur apprendre à pêcher et non leur donner un poisson.

Alors, voilà pour une recherche plus poussée. Je mentionnais tantôt que les crédits affectés à la recherche sont insuffisants. On n'en parle pas dans le budget actuellement. Mais par des crédits additionnels, on pourrait fournir des services immensément intéressants et valables à cette petite et moyenne entreprises. On ne veut pas que l'État aille diriger la petite et moyenne entreprises. On veut aider par des services et voire même par des enquêtes sur les marchés extérieurs pour trouver des débouchés. Et ça, ce n'est pas favoriser uniquement les multinationales. Nous nous penchons sur un développement régional où l'on retrouve de plus en plus de petites et moyennes entreprises, monsieur le Président.

[Traduction]

M. Skelly: Monsieur le Président, même si le député n'a pas traité de la question de la protection de la petite entreprise au pays, je voudrais aborder un autre point. Le parti conservateur est l'ami des multinationales et, à l'appui de mes dires, j'enjoins le député de consulter les discours de son propre chef qui a dit que le parti conservateur faciliterait l'entrée des entreprises et des capitaux étrangers au Canada. Je voudrais donner un autre exemple prouvant que son parti fait fausse route en ce qui concerne la petite entreprise. Un certain nombre de compagnies d'élimination des déchets se sont installées au Canada; elles ont été fort bien accueillies, comme toutes les sources de capitaux étrangers. Comme résultat: les petites entreprises canadiennes ont fait faillite.

M. Malone: Citez donc un seul exemple.

M. Skelly: J'y arrive. Il n'existe aucune mesure législative au Canada en matière de concurrence protégeant les petites entreprises canadiennes contre les énormes capitaux et les méthodes cupides de ces entreprises étrangères. C'est un problème qui tracasse l'agglomération urbaine de Vancouver. Les gens réclament instamment de l'aide. Le parti conservateur ne s'inquiète pas outre mesure que des petites entreprises canadiennes disparaissent par suite des manœuvres regrettables auxquelles se livrent les entreprises étrangères au Canada. Qu'est-ce que ce parti entend donc faire pour empêcher que les capitaux étrangers n'acculent à la faillite les petites entreprises canadiennes?

● (1720)

[Français]

M. La Salle: Monsieur le Président, je vous avouerai humblement que je n'ai jamais prétendu être capable de répondre à toutes les questions qui me sont posées en cette Chambre et Dieu merci, je le sais, moi!

Maintenant, lorsqu'on laisse supposer que le Parti progressiste conservateur va à l'encontre de la petite et de la moyenne entreprises, ou se prononce contre la petite et la moyenne entreprises, je regrette avec tout le respect que j'ai pour cet honorable député de cette Chambre, mais c'est une fausseté évidente. Nous voulons donner une protection à la petite et à la moyenne entreprises. Nous voulons leur donner toutes les chances dont elles pourraient profiter pour leur survie. Bien sûr, je n'ai pas la même philosophie que mon honorable collègue. Alors, loin de moi de vouloir entretenir des entreprises qui seraient à toutes fins pratiques non rentables. Mais je voudrais